

LE PROLÉTARIAT ALLEMAND

PROLÉTARIAT DÉCISIF EN EUROPE

L'IMPÉRIALISME ALLEMAND : "LEADER POLITIQUE"

La lutte engagée par le prolétariat allemand réunifié concerne l'ensemble des prolétariats d'Europe. "Kohl, the Knife" (Kohl le couteau), titrait *Business Week* pour symboliser les coupes profondes dans les acquis ouvriers décidées par le plan du chancelier Kohl. Et il présentait ainsi les besoins de la bourgeoisie : *"parmi les gouvernements européens et les leaders de l'économie, se renforce la conviction qu'est arrivé le temps des mesures économiques drastiques"*. Le directeur de Siemens exprime la place et le rôle que doit jouer l'impérialisme allemand en Europe :

"Partout, en Europe retentit la demande d'un véritable chef politique. Ce qu'il faut maintenant, c'est imposer l'application de mesures impopulaires".

En combattant pour la réunification de l'Allemagne, pour sa propre réunification, le prolétariat allemand est redevenu le prolétariat décisif d'Europe. L'issue des affrontements engagés entre l'impérialisme allemand et son propre prolétariat aura des conséquences pour l'ensemble du vieux continent.

C'est pour contenir la vague révolutionnaire en Europe que la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme se sont entendus pour mettre en place l'ordre de Yalta et de Potsdam. La pièce essentielle de ce dispositif c'était le démembrement et l'occupation de l'Allemagne. Après avoir écrasé sous les bombes (dans le cadre de la "guerre totale") le prolétariat allemand il fallait le diviser : la fraction de l'Est était soumise à la répression des troupes d'occupation de l'armée du Kremlin, ses organisations ouvrières à peine reconstituées étaient détruites ; la fraction de l'Ouest était maintenue sous la domination des troupes d'occupation des impérialismes américain, anglais et français. À partir de ces zones d'occupation, en 1949, deux États allemands ont été constitués.

Pour assujettir aux intérêts du patronat la fraction ouest de la classe ouvrière allemande qui en dépit de l'occupation s'engage sur son propre terrain de classe (vague de grèves à l'Ouest durant l'hiver 1946-47 : dans de nombreuses villes sont avancés les mots d'ordre, de contrôle ouvrier, d'ouverture des comptes), les impérialismes avec l'aide de la social-démocratie reconstituée et des appareils syndicaux qu'elle contrôle mettent en place la cogestion dans l'entreprise. Le Conseil de surveillance composé de représentants élus par les salariés et de représentants du capital a pour but de contribuer à la "sauvegarde de la paix dans l'établissement".

De 1947 à la chute du mur, toutes les relations sociales de la RFA sont enfermées dans ce cadre (1947 : accord entre les chefs d'entreprises et les syndicats instituant la cogestion dans les entreprises sidérurgiques de la zone d'occupation britannique ; 1951 : loi rendant obligatoire

une cogestion analogue pour l'industrie sidérurgique et minière ; 1952 : loi plusieurs fois modifiée relative à la "constitution sociale des entreprises" ; 1976 ; loi élargissant la cogestion). La cogestion (Mitbestimmung) implique le consensus et l'acceptation par les dirigeants syndicaux de la légitimité des plans patronaux. En 1993, face à un congrès hostile qui lui reprochait d'avoir cédé dans la négociation, Monika Wulf Matthis alors présidente du syndicat des Services publics affirmait : *"Nous ne devons jamais chercher à anéantir notre partenaire. Il a sa position légitime, comme nous avons la nôtre et notre légitimité"*. Le droit de grève est strictement réglementé. Si la RFA connaît 5 grandes grèves de 1951 à 1957, leur nombre est ensuite réduit. Une comparaison internationale en nombre de jours perdus donne le résultat suivant pour 1980-88 : USA 11172 ; Italie 9499 ; RU 7557 ; France 1199 ; RFA 666 ; Suisse 1. Si on relativise les chiffres au nombre total de salariés le palmarès est différent : Grèce 754 journées perdues pour 1000 salariés ; les USA se situent au milieu avec 114/1000 ; la RFA est dans le dernier quart avec 31/1000 ; la Suisse 1/1000.

Dans la partie Est de l'Allemagne, l'expropriation du capital s'est faite de façon contre-révolutionnaire, en conséquence d'une politique mondiale contre-révolutionnaire. Comme dans les autres pays de l'Est de l'Europe, la planification fut organisée selon les besoins essentiels de la bureaucratie du Kremlin et sous son contrôle. Le "syndicat" constitué par l'appareil stalinien (le FDGB) occupait une position clé : il avait pour fonction de mobiliser et de stimuler les masses pour mettre en oeuvre les directives de la bureaucratie. La grève était interdite.

La chute du mur de Berlin est l'aboutissant d'un long processus marqué par des explosions révolutionnaires (mouvement révolutionnaire de l'Est de l'Allemagne en 1953 ; révolution hongroise des Conseils en 1956 ; mobilisation en Pologne la même année ; mouvement tchécoslovaque de 1968 ; grève générale d'août 1980 en Pologne). En l'absence de parti révolutionnaire, la réunification de l'Allemagne, produit de la mobilisation des masses, s'est opérée dans le cadre de l'État impérialiste RFA. Mais la réunification du prolétariat allemand bouleverse le dispositif établi, les relations sociales issues de l'après-guerre et cela, dans une situation où la crise généralisée du capitalisme se traduit par une sévère menace de récession en Allemagne (et peut-être à l'échelle mondiale).

C'est en Europe que le prolétariat concentre encore aujourd'hui, les acquis économiques, sociaux et politiques les plus importants. Pour les impérialismes européens (et pour le capitalisme international),

l'offensive généralisée engagée par les États bourgeois contre leurs prolétariats doit redoubler d'ampleur. Il devient indispensable que l'impérialisme allemand devienne un véritable "leader politique", qu'il frappe économiquement le prolétariat allemand et qu'il tente de lui infliger une défaite politique. La situation

politique en Allemagne devient une pièce centrale des développements de la lutte des classes en Europe. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer le mot d'ordre "*Kohl dehors*" qui a surgi dans la manifestation du 15 juin dernier à Bonn. Il convient aussi de mettre en évidence les forces et les faiblesses du prolétariat allemand.

"KOHL DEHORS !"

Le 15 juin 1996, 350 000 personnes convergent sur Bonn : c'est plus que la totalité de la population de cette ville dont le choix comme capitale de la RFA de 1949 est dû au fait qu'elle est située à l'écart des grandes concentrations ouvrières. Il s'agit de la plus grande manifestation de l'après-guerre organisée à l'appel de la confédération allemande des syndicats, le DGB. 350 000 salariés venus par 75 trains et 5400 bus spéciaux défilaient contre le plan d'austérité du gouvernement CDU-CSU du chancelier Helmut Kohl. Toute la presse a relevé l'importance des mots d'ordre contre Kohl, mots d'ordre exprimant la nécessité de le chasser. Mais telle n'est pas l'orientation de l'appareil du DGB qui a néanmoins été contraint d'appeler à cette manifestation centralisée des travailleurs de toute l'Allemagne.

L'initiative du DGB a été appuyée par le SPD (le parti socialiste, seul parti ouvrier de l'Allemagne unifiée, des formations bourgeoises et petites bourgeoises telles que le PDS (l'ex-parti stalinien SED rebaptisé dont l'essentiel des cadres a été intégré à l'appareil d'État de la République bourgeoise fédérale), les Églises, les Verts. Les déclarations du Président du DGB, Dieter Schulte montrent qu'il n'est pas question pour l'appareil d'engager le combat pour chasser le gouvernement bourgeois réactionnaire d'H. Kohl:

« Le chancelier Kohl ne doit pas seulement être le chancelier de l'unification, il doit être celui de la justice sociale ».

« Je sollicite chaque député du Parlement allemand pour lui demander de voter non au plan Kohl ».

Ainsi Dieter Schulte laisse entendre que les masses pourraient obtenir satisfaction de la majorité bourgeoise CDU-CSU qui a défini un programme d'attaques sans précédent contre les acquis ouvriers. Il apporte ainsi son soutien au gouvernement Kohl et, laissant croire qu'il pourrait faire une autre politique, affirme de fait qu'il doit rester en place. Il en est de même pour le SPD dont la politique vise à boucher toute perspective politique, à interdire la mise en place d'un gouvernement du seul SPD. Si Barbara Diekmann, maire SPD de Bonn est contrainte d'affirmer " c'est ici et aujourd'hui que se tient le Parlement du peuple", face aux milliers de travailleurs qui scandent le mot d'ordre de novembre 1989 "Nos sommes le peuple", elle ne reprend pas, pas plus que les autres dirigeants de son parti le mot d'ordre inscrit sur les banderoles et scandé par la foule : "*Kohl dehors!*"

La direction de Force Ouvrière, qui en novembre-décembre 95 a combattu contré la grève générale en France, est contrainte de rapporter dans le journal *FO-Hebdo* que pour le prolétariat allemand, la grève

générale est à l'ordre du jour: "*Grève générale maintenant*", *pouvait-on lire sur les pancartes*". En effet depuis plusieurs semaines, les grèves et les manifestations se sont multipliées en dépit de la réglementation très stricte du droit de grève et de manifestation: la grève n'est autorisée que lorsqu'au cours d'une négociation, l'une ou les deux parties déclarent les négociations rompues, puis si la proposition de médiation est refusée et encore faut-il que la consultation que doivent organiser les syndicats recueille 75% au moins des voix pour la grève; le reste du temps, l'obligation de paix s'impose ; certaines manifestations ont été "*légalement*" interdites car les autorités ont jugé qu'elles avaient "un caractère politique.

Au printemps 96, la mobilisation du prolétariat unifié de toute l'Allemagne met à l'ordre du jour la grève générale contre le gouvernement Kohl, pour le chasser. Que l'ÖTV appelle à la grève générale les travailleurs des services publics, que le DGB (et chacune de ses fédérations) appelle à la grève générale l'ensemble des travailleurs de toute l'Allemagne, contre le plan d'austérité, pour chasser le gouvernement Kohl, telle est l'exigence qui sourd depuis plusieurs mois et qui s'est particulièrement affirmée le 15 juin. Dieter Schulte la connaît parfaitement puisqu'une semaine plus tôt il mettait en garde le gouvernement :

"Les grèves de novembre-décembre en France ne seront qu'une pâle copie de ce à quoi l'Allemagne se prépare, si vous refusez de reculer".

Ce faisant, il exprime la crainte de l'appareil, crainte partagée par la bourgeoisie, que le prolétariat allemand réunifié parvienne à dégager les obstacles politiques et déferle sur son propre terrain de classe. Mais ce dialogue avec le gouvernement avait pour objectif de permettre à Kohl une manœuvre tactique. La multiplication des grèves d'avertissement dans les Services publics contre les aspects particuliers à ce secteur du plan Kohl mettait à l'ordre du jour la grève générale dans la fonction publique. Le gouvernement (par médiateurs interposés) a reculé provisoirement en écartant provisoirement la menace de gel des salaires et de réduction des indemnités maladies pour les travailleurs des services publics. À la veille de la manifestation du 15 juin. *Libération* pouvait écrire :

"Si un accord est bien conclu la semaine prochaine dans la fonction publique, sur la base de cet arbitrage, comme il est vraisemblable, la menace de conflit social généralisé en Allemagne semble désormais repoussé."

Parce qu'ils sont attachés à la défense de l'ordre bourgeois, la direction du DGB, le SPD ont engagé toutes leurs forces pour que la manifestation du 15 juin ne puisse ouvrir la

voie à la grève générale des services publics, à la grève générale de toutes les corporations d'Allemagne pour

chasser le gouvernement Kohl.

LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT KOHL : "KOHL THE KNIFE"

Le n° 524 de *L'Expansion* de mai 96 en fait la présentation suivante :

"Ce n'est pas un programme d'économie, mais une véritable refondation de l'État social allemand qu'engage le chancelier Kohl. Par son ampleur (vastissime), par son calendrier (très serré), par les sacrifices qu'elle impose (à tous), la tentative est sans précédent en Europe. L'objectif a été claironné et le pays mis en état d'alerte ; il s'agit ni plus ni moins de supprimer 74 milliards de marks de dépenses publiques, soit plus de 250 milliards de francs dès 1997! Sur trois fronts : le budget fédéral (-25 milliards de marks), le budget des Länder et les budgets sociaux (chômage, retraite, santé, -24 milliards)".

Le plan a deux objectifs : réduire les déficits publics et "décharger les entreprises qui financent très lourdement les systèmes sociaux afin de diminuer le coût du travail".

L'hebdomadaire *Business Week* (27 mai 1996) en indique la portée :

"Les coupes budgétaires proposées par Kohl -l'équivalent de 2% du PIB - sont beaucoup plus profondes que celles effectuées par l'ancien premier ministre Margaret Thatcher (...) Bien que son programme soit destiné à revitaliser l'économie allemande, son but plus ample vise à modifier l'approche des problèmes économiques en Europe".

Tel est le rôle de "véritables chef politique" et économique en Europe assigné à l'impérialisme allemand. *Business Week* constatait que dans la foulée, le gouvernement espagnol de J.M. Aznar allait "faire des coupes plus dures dans les dépenses publiques" et *L'Expansion* s'exclamait :

"La France est au pied du mur" (le plan d'économies du gouvernement Juppé est 6 fois inférieur à celui de Kohl).

Les mesures contenues dans le plan Kohl montrent l'ampleur de l'attaque portée contre la classe ouvrière allemande :

- gel durant deux ans des salaires dans les services publics,
- réduction de 10% à 80% des indemnités de salaires versées en cas de maladie,
- diminution de remboursement de certains soins, élévation progressive de l'âge de la retraite à 65 ans,
- diminution de la pension en cas de retraite anticipée, diminution des indemnités de chômage ; les personnes sans emploi devront accepter des travaux avec un salaire inférieur à leur dernier salaire net, gel de la hausse prévue de 10% des allocations familiales,
- assouplissement de la procédure de licenciement pour les PME, réduction de 0.4 point des cotisations sociales versées par les employeurs aux caisses publiques,
- réforme fiscale avec d'importants allègements pour les entreprises.

Le programme du gouvernement Kohl est une mise en cause fondamentale du système de protection sociale, de santé, d'enseignement (les Länder sont responsables de l'enseignement, des universités, de l'aide sociale...) et des conventions collectives. Il donne la ligne directrice à suivre à l'ensemble des bourgeoisies d'Europe occidentale. Frapper le prolétariat allemand aujourd'hui est d'autant plus important pour l'impérialisme allemand (comme pour le capital international) qu'une récession s'annonce en Allemagne dans le cadre d'une situation économique mondiale particulièrement menaçante.

"RÉCESSION" OU "PANNE DE CROISSANCE" EN ALLEMAGNE

L'Institut der deutschen Wirtschaft donne les statistiques suivantes :

Taux de croissance annuels du PIB de la RFA (en %) (en termes réels aux prix de 1991)

RFA	1950-75	5.5
	1980-90	2.2
	1985-90	3.4
OUEST	1990	5.7
	1991	4.5
	1992	1.6
	1993	-1.9
	1994*	2.3
EST	1993	7.1
	1994*	9.2
ALLEMAGNE UNIFIÉE	1993	-1.2
	1994*	2.9
	1995*	1.9
	1996 (prévisions)	0.75(**) ou 0.50(*)

(*) statistiques des grands instituts de recherche économique

(**) prévisions du gouvernement allemand

Sources : cité par A. Losser *L'économie allemande* (PUF).

En 1994, le début de la reprise est tiré par les exportations (+7.2%), l'investissement et les nouveaux Länder (+9.2% du PIB). Ces succès à l'exportation sont pour partie dus à une conjoncture favorable à l'extérieur (la reprise de l'investissement international profite aux industries allemandes de biens d'équipement) et aux efforts de productivité notamment dans l'industrie automobile. Mais le 22 mai 1996, le *Financial Times* notait :

"L'économie allemande a reculé durant deux trimestres consécutifs. Selon les définitions en usage aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le pays se trouve en récession".

Le PIB a reculé de 0.5% au premier trimestre % ; ce recul fait suite à deux trimestres consécutifs (le troisième et le

quatrième de 1995) de croissance nulle. Sans entrer dans les querelles de statistiques et de définitions (le gouvernement allemand conteste cette appréciation), il suffit de donner les résultats de la production industrielle pour constater que ces tendances à la récession semblent se confirmer : "elle est en recul depuis le milieu de 1995 ; elle perd de -1.5% à 1.8% au début de 1996 comparée à l'année précédente ; le taux d'utilisation des capacités industrielles recule depuis l'automne 1995 ; les commandes à l'industrie sont en retrait de 4.3% en mars 1996 par rapport à mars 1995.

Fait remarquable, pour la première fois "Les Länder de l'Est ne tirent plus l'économie allemande vers le haut" titre un article du Monde du 3 juillet :

« En 1996, les transferts publics nets au profit de l'Est atteindront 131 milliards de marks (plus de 450 milliards de francs). Ces transferts ne sont pas trop élevés de l'avis unanime des économistes, ils servent encore beaucoup trop à financer la consommation aux dépens de la production. Au premier trimestre de 96 le recul du PIB est-allemand (-25% par rapport au premier trimestre 1995) a tiré l'économie nationale vers le bas alors que l'Ouest du pays connaissait pour sa part une légère croissance de +0.5% par rapport au premier trimestre 1995. Tout indique que ce renversement de tendance se poursuivra. Les six principaux instituts économiques allemands, dans leur dernier rapport de printemps programment pour 1997 une croissance à l'Est inférieure à celle de l'Ouest pour la première fois depuis 1991. » Dans le même document, les organismes craignent que "*les nouveaux Länder ne se transforment durablement en désert économique (...)*".

CRISE GÉNÉRALISÉE DU SYSTEME CAPITALISTE

Le Monde poursuit :

"À l'inverse (de l'industrie) le secteur de la construction et des travaux publics soutenu par de multiples mesures fiscales gouvernementales, se taille la part de lion dans l'activité économique de la région. On a tellement construit en ex-RDA, qu'aujourd'hui, à Dresde, Leipzig ou Erfurt, d'immenses surfaces de bureaux sont désespérément vides."

D'une manière générale, la quasi récession qui touche l'Allemagne aujourd'hui est liée à la crise généralisée du système capitaliste. L'économie allemande est touchée de plein fouet par un rétrécissement du marché mondial, de l'expansion mondiale. L'évolution des taux de croissance montre que la reprise amorcée aux États-Unis en 1993 ne semble avoir été qu'une brève oscillation vers le haut dans le cours de la crise récurrente du système capitaliste

Dans cette situation, la concurrence inter-impérialiste s'aiguise d'autant plus que l'impérialisme américain qui reste après l'effondrement de l'URSS la seule puissance mondiale a engagé une offensive musclée contre les impérialismes européens et japonais afin de reconquérir des parts de marché et d'imposer à ses concurrents de prendre en charge le fardeau de la dette du système capitaliste pourrissant. *Le Figaro* du 20

Les symptômes de la crise sont multiples : insolvabilité d'entreprises deux fois plus fréquentes à l'Est qu'à l'Ouest : productivité atteignant 75% du niveau de l'Ouest... De plus en plus clairement comme le remarque Hans Hogel Hartel de l'institut HWWA de Hambourg, "il apparaît que les difficultés de l'Est résident dans une augmentation trop rapide des revenus non rattrapés par l'augmentation de la productivité".

Le différentiel entre l'Ouest et l'Est se creuse. Au premier trimestre 1996, le taux de chômage (en données corrigées) est passé de 8.5% à 8.8% à l'Ouest et de 14.8% à 15.9% à l'Est Les revenus bruts à l'Est atteignent 74.5% de ceux de l'Ouest Pour qualifier la désindustrialisation qui se poursuit à l'Est, Le Monde parle de "l'effet Mezzogiorno" (on est passé de 3.4 millions de salariés dans l'industrie avant l'unification à 600 000 aujourd'hui). Les six instituts proposent un remède simple : la baisse des salaires dans les cinq Länder de l'Est.

L'accroissement de la masse des chômeurs pèse sur les salaires (le nombre officiel de chômeurs est de plus de 3.8 millions en mai 1996, ce nombre est certainement sous évalué, un important sous emploi règne surtout dans la partie Est du pays). L'Institut de la recherche économique établit qu'en 1995, les salaires réels ne dépassaient que de 3% ceux de 1980. Or les salaires réels ont encore baissé en 1996. Si on ajoute à cela le chômage qui dans la seule Allemagne de l'Ouest a augmenté de 2.3 millions, on ne peut que conclure que les revenus réels des ménages ont baissé depuis 1980.

avril 1995 annonçait une perte de 30% des parts de marché de l'Allemagne au cours des dix dernières années.

Dans un rapport sur un voyage officiel aux États-Unis du ministre allemand des Affaires étrangères en mai 1996, on peut lire : "C'est sur un ton grave et inhabituel dans les relations entre Bonn et Washington que Klaus Kinkel a mis en garde contre une guerre commerciale transatlantique". Les États-Unis ont décrété des sanctions économiques contre Cuba, l'Iran et la Libye (les lois Helms-Burton). Ils exigent de leurs "*partenaires*" (traduire: leurs concurrents) qu'ils mettent fin à leurs échanges commerciaux avec ces pays. Sinon, ils menacent de soumettre au Droit américain des entreprises de pays tiers, c'est à dire par exemple, de poursuivre l'entreprise allemande Krupp parce qu'elle livre des moteurs à Cuba pour son industrie sucrière. L'Union européenne et en premier lieu le gouvernement allemand cherchent à obtenir un accord de libre échange entre l'Union européenne et le Mexique. Par ce biais, l'UE tente de s'insinuer au sein du bloc de l'ALENA en utilisant le maillon le plus faible, le Mexique.

La menace d'un krach boursier, financier, bancaire général est au moins aussi grave, sinon plus, pour l'économie capitaliste que ce qui précède. Au printemps 1995, le dollar tombait à un plancher historique (il perdait 25%

par rapport aux autres monnaies) : cette dégringolade menaçait d'aboutir à un effondrement financier au Japon. Le G7 qui se tenait en avril décidait une stratégie de "renversement ordonné des changes" : les banques centrales intervenaient massivement pour soutenir le dollar. Depuis, le dollar a regagné 34% vis-à-vis du Yen et 10% environ vis-à-vis des monnaies européennes. Lors de la réunion des ministres des finances du G7 qui s'est tenue à Lille en mai 1996, le secrétaire américain au Trésor a considéré qu'il appartenait à Paris et à Bonn de prendre les mesures nécessaires pour un dollar plus cher afin de faciliter la reprise en Europe en diminuant leurs taux d'escompte et en maîtrisant leurs déficits budgétaires.

Frapper économiquement et politiquement le prolétariat allemand devient une nécessité pour l'impérialisme allemand (et pour le capital international) afin d'imposer une baisse drastique de la valeur de la force de travail à l'échelle de toute l'Europe. Les objectifs de l'impérialisme allemand sont clairs : non seulement reprendre ce qu'il a dû concéder comme amélioration du

pouvoir d'achat aux masses de l'ex-RDA, mais mettre en cause les acquis fondamentaux arrachés par le prolétariat allemand (acquis dont l'essentiel est garanti par les conventions collectives). Faire baisser la valeur de la force de travail dans toute l'Allemagne, multiplier les licenciements, recréer une masse permanente de chômeurs, tels sont les objectifs immédiats : le plan d'austérité de Kohl va de pair avec les 60 000 licenciements qui doivent accompagner la privatisation de Deutsche-Telekom, les 32 000 licenciements de cheminots dans le cadre de la privatisation des chemins de fer, les 60 000 licenciements prévus chez les mineurs, les 30 000 salariés "en trop" chez Volkswagen etc...

Mais qu'est-ce qui permet au gouvernement CDU-CSU-FPD de Kohl d'engager une telle offensive six ans après que la mobilisation des masses ait imposé la réunification de l'Allemagne et du prolétariat allemand?

POURQUOI LE SPD A-T-IL COMBATTU CONTRE LA RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE ?

Alors qu'en 1987 et 1989, le gouvernement Kohl était à bout de souffle, le SPD s'engage contre la mobilisation des masses de l'Est de l'Allemagne. *CPS* n° spécial du 24/12/90 écrivait :

"Le puissant mouvement de la partie Est de l'Allemagne, de la fin de l'année 1989 a terrorisé les grandes puissances impérialistes et la bureaucratie du Kremlin. Ils ont craint la réunification allemande. Jusqu'où pouvait aller ce mouvement ? Personne n'était en mesure de répondre à cette question. Mais le gouvernement Kohl a exploité habilement les aspirations à l'unification. Il les a canalisées en direction de la RFA. Les dirigeants du SPD s'y sont opposés. Ils l'ont freinée autant qu'il leur a été possible. Ils ont heurté de plein fouet la volonté de la grande majorité du peuple allemand. Les conséquences en ont été que par trois fois, les partis bourgeois ont remporté des victoires électorales écrasantes dont celle du 2 décembre, élections où ont été élus les représentants de toute l'Allemagne au Bundestag".

Alors que commençaient en septembre 1989 les manifestations du lundi à Leipzig (manifestations desquelles surgiront le mot d'ordre "Nous sommes le peuple", le 9 octobre, puis "Nous sommes un peuple", le 20 novembre), Willy Brandt déclarait :

"Si comme on peut l'entrevoir pour les décennies à venir, la division de l'Europe s'efface peu à peu, se pose alors la question de savoir comment les Allemands pourront resserrer leurs liens (...). Cela ne doit pas obligatoirement se traduire par l'existence d'un seul État".

Lors des élections législatives de 1990, Oscar Lafontaine orienta toute la campagne pour les élections législatives sur les dangers de la réunification précipitée et ses coûts : le SPD perdit 4% des voix par rapport à 1987, alors que les résultats de nombreuses élections partielles laissaient présager qu'il gagnerait la majorité au Bundestag.

Parce qu'il est attaché à la défense de l'ordre bourgeois, à la défense de la propriété privée des moyens de production, le SPD a combattu le processus de réunification politique du prolétariat allemand. La survie aujourd'hui à l'est de l'Allemagne du rejeton de l'ancien parti stalinien, le PDS, en est pour une grande part la conséquence. Le SPD savait que s'il s'engageait pour la réunification, le prolétariat de l'Ouest risquait de se mettre en mouvement et que pouvait s'amorcer un processus de fusion de la révolution sociale et de la révolution politique. Le SPD a bandé toutes ses forces pour barrer toute issue politique aux masses, pour interdire que la mobilisation des masses de l'Est puisse poser la question du pouvoir. L'existence d'une majorité SPD au Bundestag aurait immédiatement donné la possibilité d'un gouvernement du seul SPD pour toute l'Allemagne.

Une fois la victoire de la CDU-CSU acquise, le SPD s'est engagé dans une politique de soutien au gouvernement Kohl et de son programme politique de défense des intérêts de l'impérialisme allemand. Cela a donné les moyens à ce dernier de préparer son offensive contre les masses.

LA MOBILISATION DU PROLÉTARIAT DE TOUTE L'ALLEMAGNE SE HEURTE À LA POLITIQUE DES APPAREILS

Contre les fractions de l'ex-appareil stalinien qui se sont mises au service du gouvernement Kohl, contre le FDGB, "le syndicat" stalinien qui a tenté une "rénovation" proposant une FDGB-Est opposée au DGB-Ouest, les masses ont combattu pour un seul syndicat ouvrier dans toute l'Allemagne : le DGB (IG-Metall avec ses 2.8 millions de membres est le premier syndicat de branche à l'échelle mondiale). Contre le gouvernement Kohl, les masses de l'Est imposaient le 1er juillet 90 la parité entre le Deutschemark et l'Ostmark. Elles engageaient ensuite le combat pour les mêmes salaires, les mêmes acquis.

Aujourd'hui Kohl et le patronat doivent remettre en cause le rattrapage salarial des travailleurs de l'Est. Il est faut engager l'offensive contre les masses et utiliser la restructuration de l'économie de l'Est pour "définir une politique industrielle innovante (...) Dans les nouveaux Länder, la crise joue un rôle de catalyseur pour l'innovation. En outre, ce renouvellement accéléré coïncide généralement avec l'apparition de surcapacités de production dans l'Allemagne dans son ensemble. L'ex-RDA deviendrait de la sorte un laboratoire pour la modernisation des structures de production de l'ancienne RFA". *L'unification sans miracles* (CIRAC octobre 1995).

Utiliser les nouveaux Länder pour mettre en cause les acquis ouvriers de toute l'Allemagne, empêcher l'extension à l'Est des conventions collectives qui depuis des décennies garantissent les acquis ouvriers en RFA tel est l'axe de l'offensive.

À partir de 1991, la mobilisation du prolétariat de toute l'Allemagne, même si elle comporte des aspects différenciés s'ordonne sur un objectif central : défense de la valeur de la force de travail, extension et défense des conventions collectives. À l'Est, par exemple, en juin 1991, les travailleurs se mobilisent pour exiger l'annulation des licenciements (grève avec occupation d'usines) alors qu'à l'Ouest 2500 mineurs de la Ruhr manifestent (avec une délégation de mineurs de la Saxe) contre les suppressions d'emplois et la restructuration des mines, 30 000 autres travailleurs se mettent en grève

pour une augmentation de 6.7% afin de rattraper la perte du pouvoir d'achat due à "l'impôt unification".

En mars 1992, c'est la grève avec occupation des chantiers ; navals de Rostock ; à l'Ouest, en avril, les dirigeants de l'ÖTV ont dû appeler les travailleurs des services publics à la grève exigeant 9.5% d'augmentation (alors que ceux de l'IG-Metall parvenaient à l'éviter en signant un compromis avec le patronat). Mais l'ÖTV organise la dislocation par la tactique des grèves tournantes. Le vote contre l'accord salarial et la reprise exprimé par 55.9% des travailleurs exprime le conflit entre les travailleurs et les dirigeants. Finalement, le capital allemand et le gouvernement Kohl n'ont pu alors imposer la baisse du pouvoir d'achat qu'ils espéraient mais les travailleurs allemands n'ont pas obtenu les revendications initiales.

L'appareil du DGB, comme le SPD, parce qu'il défend la propriété privée des moyens de production protège le gouvernement Kohl. Cette collaboration avec le régime bourgeois s'exprime sur tous les terrains. Ainsi, l'office de privatisation a cristallisé la haine des masses de l'Est frappées par le chômage (son premier directeur a été assassiné le 1er avril 1991). Mais le SPD était pour les privatisations. Otto Schilly qui présidait la commission parlementaire de contrôle de la Treuhand justifiait ainsi les privatisations :

"On ne peut pas totalement rejeter l'argument selon lequel c'est l'assainissement des structures est-allemandes qui est la cause du chômage et non les privatisations".

Fin 1992, la Treuhand devait modifier sa méthode de privatisation : le seul soutien des autorités de Bonn ne suffisait pas. Les Länder (dont certains étaient dirigés par le SPD) devaient collaborer à l'oeuvre de privatisation-restructuration en finançant des plans régionaux d'aides aux secteurs en crise et les syndicats étaient associés aux mesures prises. Et la Treuhand subordonna son "soutien aux plans de restructuration" (des stages de reconversion remplacent les licenciements "secs") au respect par les organisation syndicales d'une discipline salariale qu'elles ont acceptée.

LES REVENDICATIONS PATRONALES.

En 1993, le patronat de la métallurgie de Saxe résilie l'accord salarial signé deux ans plus tôt prévoyant l'égalisation des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest en 1995. Grèves massives et manifestations se déroulent dans toute l'Allemagne. Certes, le 14 mai, le patronat renonce à l'annulation de la convention collective, mais, alors que la grève menace de s'étendre aux autres Länder la direction de l'IG-Metall accepte la proposition patronale : 9% d'augmentation au lieu de 26% et report de l'égalisation des salaires à 1997.

La mobilisation des métallurgistes s'est heurtée à la politique du consensus des appareils liée à la cogestion. Voici la présentation qu'en fait F. Bafoil dans

le n° spécial (sept 95) de la revue *Autrement : l'autre Allemagne*

"Alors que toutes les conditions sont réunies pour voir les revendications satisfaites, le syndicat recule et accepte les conditions patronales (...) Comment l'expliquer ? En réalité, la Treuhand a mis tout son poids dans la balance, elle qui est l'employeur le plus important en Allemagne de l'Est. Elle a menacé de suspendre toutes ses formes de soutien aux sociétés d'emploi et autres aides sociales quelle apporte aux travailleurs ayant perdu leur emploi, si le rattrapage de 26% était entériné. Dans la mesure où elle gère la grande majorité des entreprises de la métallurgie, elle est l'employeur de très nombreux métallos. Elle est donc soumise à l'accord

tarifaire fixant les montants salariaux. Toute augmentation salariale pénalise aussi gravement les finances publiques et c'est la raison pour laquelle, n'hésitant pas à pratiquer le chantage, elle a contraint les syndicats à accepter ses conditions ; en échange de quoi, elle s'est engagée à continuer à gérer les entreprises même partiellement déficitaires. Cet exemple illustre ainsi la capacité non seulement de l'office de privatisation à contraindre ses partenaires à adopter de nouveaux comportements en instaurant de nouvelles règles, mais également celle des partenaires sociaux à intégrer les contraintes et à participer à l'élaboration des compromis tant locaux que généraux".

En fait, le DGB a accepté de s'intégrer au nouveau dispositif mis en place par la Treuhand et le gouvernement. Ce dispositif de cogestion implique que les syndicats se plient au respect et à la défense de la propriété privée des moyens de production, à la rationalisation capitaliste de l'exploitation de la force de travail. Le "grain qu'il y avait à moudre" durant la période des 30 glorieuses contribuait à masquer cette réalité. Aujourd'hui la politique du consensus mène l'appareil à négocier la liquidation des acquis ouvriers. Le véritable contenu de la "Mitbestimmung", de la "Soziale Marktwirtschaft" (l'économie sociale de marché) apparaît au grand jour. Le patronat ne peut plus tolérer la cogestion des années fastes, d'ailleurs nombre de PME-PMI sortent des organisations patronales afin de ne pas être liées aux conventions nationales.

Dans le même temps, le SPD s'engageait politiquement aux côtés du gouvernement Kohl en participant, à la mi-mars 1993 avec la coalition CDU-CSU-FPD à un conclave de 3 jours aboutissant à la signature d'un Pacte de solidarité. Ce pacte posait les jalons de l'assainissement des finances publiques : il s'agissait alors de faire payer aux masses la réunification par un impôt de "solidarité" de 7.5%, l'augmentation des taxes et du taux de cotisations sociales.

Pour le prolétariat de la métallurgie faire céder le patronat exigeait d'imposer à l'IG-Metall qu'elle rompe avec la politique du consensus, qu'elle appelle à la mobilisation contre le gouvernement Kohl. En effet, dans la législation allemande, un accord signé par les partenaires sociaux s'impose aux signataires : la décision du patronat de Saxe de résilier l'accord conclu en 1991 était un précédent et de ce fait une menace contre l'ensemble du dispositif des conventions garantissant les acquis ouvriers. L'ampleur de la mobilisation des

métallurgistes de toute l'Allemagne montre que le prolétariat en avait une claire conscience. Mais il n'est pas parvenu à imposer à l'appareil de l'IG-Metall qu'il rompe avec la politique de consensus et de gestion de la société bourgeoise, qu'ils appellent à la grève générale des métallurgistes de toute l'Allemagne, qu'ils exigent du SPD qu'il rompe avec le gouvernement et qu'il se porte candidat au pouvoir.

En septembre 1993, le gouvernement pouvait alors présenter le Standort Deutschland (le rapport sur la compétitivité industrielle allemande). Selon A.Minc, l'ensemble des responsables étatiques patronaux et syndicaux s'est retrouvé unanime sur les thèmes abordés. Quel est donc ce "noyau de valeurs économiques et sociales communes" qui a amené la commission Minc à admirer avec envie le "consensus germanique". En voici un aperçu :

"Changer le comportement des citoyens (...), revenir à l'esprit d'initiative et de responsabilité, abandonner le comportement revendicatif pour donner un nouvel élan à l'Allemagne(...)

Alléger les rigidités législatives et réglementaires : (...) meilleure utilisation des facteurs de production afin d'alléger les coûts et de créer des emplois ; la réforme du temps de travail (durée générale, annuelle, hebdomadaire) et le raccourcissement des études générales doivent contribuer à cette optimisation ; la modulation des salaires et l'allègement des charges sociales, à la fois permis par la maîtrise des dépenses de santé et par celle de la couverture sociale devrait restaurer l'attractivité du site industriel allemand et donc réduire le chômage (...)"

En introduction, le rapport cible les responsabilités :

"La compétitivité de l'Allemagne nous concerne tous : l'État, les États fédérés et les communes, de même que les partis, les partenaires sociaux, les syndicats et les Églises, tout comme les écoles, les institutions culturelles et enfin les médias".

La revendication centrale du patronat, c'est la "réduction des coûts du travail" par la flexibilité et l'accroissement de la durée du travail (soit le retour aux 40 heures, soit l'accroissement de la durée du travail dans la vie ou selon d'autres modalités). Plusieurs Länder ont donné l'exemple en allongeant la durée de service des enseignants ou des fonctionnaires en 1993 et 1994. IBM a négocié en 1994 un accord qui prévoit de passer de 36 à 38 heures de travail hebdomadaire pour un salaire inchangé.

LES SYNDICATS NÉGOCIENT LA FLEXIBILITÉ ET LA DÉRÉGULATION

En 1994, le patronat de la métallurgie des Länder de l'Ouest annonce qu'il ne reconduira pas l'accord en cours sur les salaires. Il revendique "un tournant" dans la Tarif autonomie, une baisse de 10% des "coûts salariaux". Alors que les métallurgistes s'engagent dans la grève pour la défense de leurs salaires, alors que les postiers font grève contre la privatisation, c'est encore la politique de l'appareil qui prévaut : les négociations s'inscrivent dans le cadre des exigences du rapport

Standort (la flexibilité est négociée au nom de l'emploi) ; par ailleurs, le DGB accepte la privatisation de Deutsche-Telekom en 3 étapes contre des "garanties".

Dans la métallurgie, l'accord salarial signé aboutit à une augmentation de 1.16% sur l'année, soit une perte du pouvoir d'achat ; il intègre la flexibilité du travail (la diminution du temps de travail peut aboutir à une perte de salaire de 17%). L'appareil de l'IG-Metall accepte la

"clause d'ouverture" dans la convention collective (dans certains cas, le patronat peut déroger au contenu de la convention). Dans la métallurgie, dans la chimie, la convention autorise la rémunération des nouveaux embauchés à un taux inférieur au tarif.

L'accord signé à Volkswagen en 93 et entré en vigueur le 1/1/94 fut un point d'appui considérable pour le patronat. Willy Scherer, syndicaliste d'IG-Metall écrit dans la revue suisse *Page. 2* (juillet-août 1996) :

"Avec cet accord entré en vigueur le 1er janvier 1994 pour 2 ans, la durée hebdomadaire du temps de travail est passée de 36 heures à 28.8 heures (sur 4 jours) soit une réduction de 20%. Les partisans du "modèle VW" ont souligné que le salaire mensuel ne diminuait pas d'autant. Cependant, si l'on considère le salaire annuel, la chute effective atteint 15% à 20 % : les compressions ont simplement été réparties sur les diverses composantes de ce salaire annuel (...). Les coûts salariaux des usines VW d'Allemagne ont ainsi diminué de 20%, soit 1.8 milliards de DM, par an. Simultanément, de nouveaux équipements combinés avec la flexibilité de l'horaire de travail facilitée par l'accord, ont fait exploser la productivité (...) Il n'y a pas moins de 150 horaires différents dans les 6 usines VW (...) les réglementations particulières pullulent. Une flexibilité extrême du personnel a été introduite (...)"

L'article précise que dans nombre d'entreprises on est repassé à 35 heures sur 5 jours ; l'accord fixant la semaine de travail à 28.8 heures étant maintenu, la journée de travail est raccourcie. 1150 ouvriers et apprentis ont été transférés d'Edem (Basse Saxe) à Hanovre ; 7000 personnes travaillent en 4 équipes.

DU 18ÈME CONGRÈS DE L'IG-METALL AU PACTE POUR L'EMPLOI

Du 30 octobre au 4 novembre 1995, s'est tenu le 18ème Congrès de l'IG-Metall. Selon *Le Monde* du 3 novembre, le discours du Président du syndicat, Klaus Zwickel

"a été salué par le patronat de la métallurgie allemande qui parle d'un "discours remarquable et courageux" (...) "Nous gelons nos salaires, vous gelez les licenciements" : telle est en substance la proposition spectaculaire que vient défaire l'IG-Metall au patronat allemand".

Klaus Zwickel propose une mise en cause globale de la convention de la métallurgie qui couvre 3.5 millions de salariés : il s'agit non seulement de geler les salaires, mais d'accepter des salaires d'insertion inférieurs au tarif, de rayer des revendications la diminution du temps de travail et "d'adapter la Convention nationale de manière plus flexible" aux réalités des entreprises, ce qui est la négation même d'une Convention nationale. Et cela au nom de la création de 300 000 emplois, et de l'embauche d'apprentis. *Le Monde* indique que certaines de ces propositions ont entraîné des protestations de la part de la base et de la fraction de l'appareil qu'il qualifie de "traditionaliste".

Des salariés d'Edem ont été "prêtés" (sic) à l'usine de Hanovre : les personnes logées dans des conditions déplorables (en casernes ou en chambres privées, 3 femmes par chambre...) ne peuvent rentrer chez elles que le week-end. Tout refus équivaut à un licenciement immédiat. À l'Est, à Mosel (Saxe) une entreprise moderne construit des Golf en 15 heures (au lieu de 30) en faisant appel à des entreprises de sous-traitance.

Lors de la renégociation de l'accord en 19%, la direction de VW a annoncé son objectif de réduire les effectifs en Allemagne de 105 000 à 84 000 en 1998. L'IG-Metall a accepté de signer l'accentuation de la flexibilité, la diminution du taux des heures supplémentaires, des suppléments pour le travail du samedi, le rallongement de la semaine de travail de 28,8 à 30 heures. Le même article poursuit :

"un salarié de Kassel écrit dans le bulletin Arbeiterstimme, organe de militants syndicaux de gauche, très présents dans les grandes entreprises industrielles, que cet accord représente la plus grande escroquerie salariale depuis que VW existe (...) À Hanovre, plus de 50 ouvriers ont envahi une assemblée de délégués syndicaux pour protester contre le résultat des négociations. "Jamais, chez VW, il n'y avait eu de pareilles protestations contre un accord", explique un délégué d'atelier de l'usine de Hanovre".

Le combat engagé par le prolétariat unifié d'Allemagne se heurte aujourd'hui de plein fouet à la politique de soutien au capitalisme en crise de l'appareil syndical, du DGB et de ses fédérations. L'affrontement entre les masses et les appareils pour tenter de leur imposer une autre politique (rompre avec la bourgeoisie) est inévitable.

C'est en reprenant ouvertement à son compte et les revendications patronales et avec l'appui du DGB que la direction de l'IG-Metall s'engage début 1996 dans les négociations salariales : "un véritable laboratoire social" peut-on lire dans la presse ! Le patronat peut alors ouvertement réclamer le 2 janvier la mise en place d'un nouveau système : un salaire minimum inférieur aux minima actuels, se substituant aux accords salariaux de branche et une part du salaire individualisée selon les performances du salarié.

Le 29 janvier, le DGB signe avec le patronat un Pacte pour l'emploi sous le haut patronage du chancelier Kohl. Il comporte entre autre, une baisse de 30% de l'aide aux chômeurs, le principe de la déréglementation, de la flexibilité des horaires et des salaires, des clauses d'ouverture, la mise en cause des pensions, la restructuration de la Sécurité sociale, la diminution des impôts patronaux, l'adaptation de l'éducation et de la formation des apprentis aux changements structurels. Mais contrairement à la proposition de l'IG-Metall, le patronat ne créera aucun poste : il concède "un sursis" (sic) pour 110 000 licenciements prévus !

Il s'agit d'un véritable pacte politique avec le patronat et le gouvernement Kohl dans une situation où ce qui est à l'ordre du jour pour l'impérialisme allemand est

d'imposer une baisse importante et globale de la valeur de la force de travail. Le DGB s'engage ainsi à imposer ce programme à la classe ouvrière au compte du patronat. Le ministre du travail Blum peut se réjouir au lendemain de la signature :

"Une initiative sans exemple en Europe (...) un gigantesque pas en avant, qui nous permettra d'être épargnés par les événements que vient de connaître la France".

Kohl pouvait ainsi annoncer son plan d'austérité le 25 avril 1996.

LE PROLÉTARIAT ALLEMAND EST LE PROLÉTARIAT DÉCISIF EN EUROPE

Après la manifestation du 15 juin, Kohl a affirmé : *"les porteurs de réflexion et les râleurs de profession ont été assez entendu"*. Le Monde du 20 juin commentait :

"Grâce à la pratique des tables rondes, le chancelier Kohl a réussi à anesthésier le corps social afin d'effectuer le moment venu l'intervention chirurgicale qui s'imposait. Désormais, le débat se déroule au Parlement".

Le 29 juin, le Bundestag a adopté l'essentiel du plan Kohl. Le débat doit se poursuivre au Bundesrat où le SPD détient la majorité.

L'appareil du DGB et celui de ses fédérations, en particulier l'ÖTV ont réussi à interdire la grève générale en juin. Alors que les travailleurs des services publics exigeaient que l'ÖTV appelle à la grève générale pour le retrait du plan Kohl, le 13 juin, l'appareil a signé un accord ramenant l'augmentation des salaires de 4.5% à 1.3% pour 1997 et gelant à 85% l'alignement des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest.

Le DGB et ses fédérations utilisent tout leur poids pour tenter de contenir le conflit ouvert entre le prolétariat unifié d'Allemagne et le patronat et son État dans le cadre des relations sociales liées à la Mitbestimmung et à la Sozial Marktwirtschaft : le consensus, c'est à dire la soumission du prolétariat aux intérêts de la bourgeoisie. Mais la cogestion telle qu'elle a fonctionné durant les années de croissance économique n'est aujourd'hui plus possible. L'association avec voix délibérative des représentants élus des salariés aux choix des dirigeants et aux principales décisions économiques de l'entreprise implique aujourd'hui que les représentants considèrent les exigences du patronat comme légitimes. Les appareils ne peuvent plus négocier des augmentations de salaires, des améliorations dans les conditions de travail en échange de la "paix sociale". La politique des appareils de défense des intérêts bourgeois apparaît de plus en plus clairement à la masse des travailleurs. Là est l'origine, de la crise qui traverse les appareils.

Pourtant, même si, à cette étape, les obstacles n'ont pu être levés, la manifestation centralisée du 15 juin est sans précédent dans l'histoire du prolétariat allemand depuis l'après-guerre. Le plan Kohl cristallise la mobilisation du prolétariat de l'Est et de l'Ouest. La question de la grève générale pour le retrait du plan Kohl est à l'ordre du jour. Mais encore faut-il que le prolétariat allemand s'ouvre une perspective politique : chasser le gouvernement CDU-CSU du chancelier Kohl pour mettre en place sa propre représentation politique. En l'état actuel des rapports politiques, cela signifie imposer un gouvernement du seul parti ouvrier : le SPD.

En 1989, combattant contre l'unification, le SPD a interdit que le mouvement des masses de l'Est de l'Allemagne se combine avec la mise en mouvement du prolétariat de l'Ouest contre le gouvernement Kohl et que se faisant le prolétariat unifié d'Allemagne engage la lutte pour son propre pouvoir. En combattant le mouvement des masses le SPD a contribué à ce que la réunification de l'Allemagne se fasse dans le cadre de l'État bourgeois allemand. Il a aussi permis les victoires électorales successives de la majorité bourgeoise CDU-CSU dirigée par Kohl. Il a bouché toute perspective politique et avec l'appareil du DGB, il a durant plusieurs années confiné tout mouvement de classe sur le terrain trade-unioniste. En réalité l'essentiel de la force du gouvernement Kohl repose sur le soutien politique du SPD et de l'appareil du DGB.

Un article du Figaro du 16 avril 96 titré Zizanie au sein du Parti Socialiste explique que la nouvelle défaite électorale du SPD aux élections dans trois Länder le 24 mars dernier est à l'origine d'une crise dans le parti. Elle ne fait qu'amplifier celle qui est apparue au Congrès de Mannheim en novembre dernier. Oscar Lafontaine avait alors été élu président sur la base d'un discours aux apparences plus gauches ; en même temps le congrès adoptait un programme dont le thème ne serait pas pour déplaire à la bourgeoisie : "Des emplois pour l'Allemagne". Ces positions de soutien au gouvernement Kohl ne sont pas pour rien dans la nouvelle défaite électorale du SPD ; il continue de plus à payer son opposition à l'unification.

Les diverses positions des fractions de l'appareil du SPD expriment toutes le refus de rompre avec la bourgeoisie. Hans Apel, ancien ministre de la défense d'H.Schmidt est pour la conciliation avec les patrons. H.Schmidt a encouragé Kohl à réaliser des économies draconiennes, tout comme Schröder qui s'est prononcé pour négocier avec Kohl "l'amputation des privilèges sociaux". Cela montre combien le SPD est lié au capital et à l'État bourgeois allemand. À la revendication de la rupture avec le gouvernement Kohl, Oscar Lafontaine répond en prônant l'alliance avec d'autres forces bourgeoises : les Verts et le PDS ; l'alliance passée avec le PDS dans certains Länder de l'Est contribue à légitimer ce parti bourgeois aux yeux des travailleurs de l'Est.

Le SPD ne s'est jamais opposé sur le fond au plan d'austérité de Kohl : il est pour une répartition différente des sacrifices. Quelle va être sa position au Bundesrat où il a la majorité ? La mobilisation massive du prolétariat allemand le 15 juin met à l'ordre du jour la possibilité qu'une campagne politique s'engage pour que les masses imposent au SPD de rompre avec Kohl, son

gouvernement, sa majorité CDU-CSU-FDP. Dans le DGB, ses fédérations, l'ÖTV, il faut combattre pour qu'ils appellent à la grève générale pour chasser le gouvernement Kohl ; pour qu'ils s'adressent au SPD en leur disant : prononcez-vous contre le plan Kohl dans sa totalité, pour son retrait ; rompez avec la CDU-CSU et le gouvernement Kohl ; combattez pour un gouvernement du seul SPD pour toute l'Allemagne ; utilisez la majorité SPD au Bundesrat en ce sens. Compte tenu des relations politiques actuelles, c'est la seule façon d'ouvrir une perspective politique au prolétariat.

Seule cette orientation peut permettre la construction du Parti ouvrier révolutionnaire dont la classe ouvrière allemande a besoin, car il ne peut y avoir de solution à la crise actuelle que si le prolétariat allemand prend le pouvoir, s'il exproprie le capital pour instaurer une planification rationnelle élaborée et mise en œuvre sous contrôle ouvrier. Une telle planification ne sera réellement satisfaisante que si elle s'intègre à un ensemble plus vaste, les États-Unis socialiste d'Europe.

L'histoire a montré que le prolétariat allemand est le prolétariat décisif d'Europe, l'issue des affrontements entre le prolétariat unifié et le chef de file des impérialismes européens aura des conséquences sur l'ensemble des prolétariats d'Europe.

Le 15 juillet 96